

Espérance

mardi 20 septembre 2011

L'humanité et le peuple français attendent deux choses de la campagne présidentielle. La première, que les candidats qui y participent apportent les initiatives d'exception répondant à une crise exceptionnelle. La seconde est que leur projet rétablisse l'espérance, c'est-à-dire la conviction qu'on puisse rompre avec une règle du jeu injuste. Pour l'instant, personne ne le fait. Tous s'inscrivent dans le système existant, celui des banques d'affaires et du monétarisme, et si certains appellent à sortir de l'euro, ce n'est que pour s'inscrire dans un repli chauvin, sans grandeur, sans esprit de vérité ni principe d'hospitalité.

Commençons par Nicolas Sarkozy. Il fait le pari que les Français se tourneront vers celui qui a le plus d'expérience, mais la sienne est celle du chômage, du service des intérêts financiers prédateurs, de l'endettement et du système de l'euro. Recevant des historiens à l'Élysée, le 14 septembre, il les a étonnés, selon *Le Figaro* lui-même, par « sa virulence sur de Gaulle ». Car notre Président avoue ne pas aimer de Gaulle qu'il juge « trop accroché au pouvoir » et y ayant sacrifié sa vie privée, alors que lui se définit comme « un homme faisant le job » (sic). Le job ? Les salariés de Gandrange répondent par une tombe sur laquelle ils ont inscrit : « Ici reposent les promesses de N. Sarkozy, faites le 4 février 2008. » Restons à droite : dans *Le Figaro*, ce 20 septembre, Yves de Kerdriel proclame : « Mieux vaut sauver les banques que la Grèce. » La vraie catastrophe, selon lui, serait que les banques « ne puissent continuer à faire ce qui est leur activité principale : prêter de l'argent aux entreprises qui investissent et aux ménages qui consomment ». Un mensonge gros comme un cigare de Michel Pébereau : tout le monde sait que, des deux côtés de l'Atlantique, les banques ne font plus leur « vrai » métier mais tirent leurs profits du jeu sur les marchés financiers et des prélèvements indus sur les comptes des épargnants petits et moyens. C'est précisément ce que notre proposition de Glass-Steagall vise à rétablir, en protégeant les banques de dépôt et de crédit respectant la loi et en laissant à leur sort les banques d'affaires devenues autant de casinos. En France, les deux activités étant confondues sous le joli nom de « banque universelle », je me bats pour qu'on délivre les fonctions légitimes de dépôt et de crédit des activités destructrices de spéculation.

Et voilà qu'un éditorial du *Monde* du 18-19 septembre approuve cette approche, tout comme Mme Aubry, Mme Royal et M. Montebourg. Désormais, à gauche, le Glass-Steagall est sur la table. Le problème est que ses candidats ne savent pas de quoi ils parlent. Martine Aubry nous dit carrément que c'est ce qui existe aux Etats-Unis, tandis qu'Arnaud Montebourg et Ségolène Royal nous assurent qu'Obama l'a fait. Sont-ils incompetents, ou pire encore ? Car les banques d'affaires américaines ont été constamment protégées par les deux principaux collaborateurs d'Obama, Lawrence Summers et Tim Geithner, comme le reconnaît même le très libéral Francis Fukuyama. Libre aux socialistes de s'attacher à un cadavre, mais il s'agit de sauver les économies et les peuples.

C'est notre mission, avec le vrai Glass-Steagall et le retour d'un Etat inspirateur, instigateur et refondant la participation des citoyens, clefs de grands projets fondés sur les capacités créatrices de l'homme. Une croissance verte implique au contraire un renoncement aux applications de ces capacités, qui aboutirait à une dépopulation criminelle faute de moyens de peupler.

Je me bats au contraire pour les générations à naître, car notre identité doit se situer dans le futur et non dans un retour au passé qui mènerait fatalement à en répéter les erreurs.
